Warning: Invalid argument supplied for foreach() in **/home/papsecur/public_html/plugins/system/rokcandy_system.php** on line **144**

« C'est à travers les urnes que nous pouvons changer les choses en Haïti ». Par ces propos, l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Port-au-Prince, Kenneth Merten, croit dur comme fer que l'«avenir d'Haïti » n'est pas possible en dehors des prochaines élections présidentielles.

A ce sujet, le diplomate appelle mardi les électeurs à prendre le chemin des urnes ce dimanche afin d'élire un président, 11 sénateurs et 99 députés. « Nous exhortons les haïtiens à sortir en vue de voter et d'exercer leurs droits », a-t-il recommandé, lors d'une conférence de presse.

A l'instar de l'Union Européenne qui estime qu'il n'y a « aucun obstacle pour que ces élections ne puissent avoir lieu le 28 novembre », M. Merten a déclaré que les prochains scrutins présidentiel et législatif doivent se tenir coûte que coûte. Son pays contribue à hauteur de cinq millions de dollars américains à la réalisation de ces élections qui coûtent 29 millions de dollars américains.

Concernant les actes de violence qui pourraient perturber dimanche le bon déroulement de ces joutes, Kenneth Merten a exhorté la Police nationale d'Haïti (PNH) et la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à jouer leur partition. « Tout le monde pense qu'il existe des moyens pouvant permettre de contrôler la situation le jour des élections », dit-il.

« Même si les manifestants qui ont récemment manifesté contre l'épidémie de choléra et contre un certain abandon de la part du gouvernement sur le manque de services, ces manifestations étaient pour une partie politiquement motivées. Nous savons qu'il existe des groupes qui ne veulent pas des élections ou souhaitent qu'elles soient reportées », a déclaré pour sa part Edmond Mulet, chef de la Mission de stabilisation de l'ONU (MINUSTAH).

De l'avis de M. Mulet, la « progression du choléra et les violentes protestations contre la gestion de l'épidémie » ne peuvent empêcher la tenue des prochaines présidentielles.

« (…) Haïti a besoin d'une stabilité politique. Ne pas avoir des élections en ce moment pourrait mettre en péril la stabilité en Haïti. On est en plein reconstruction d'un pays où on a besoin d'un gouvernement bien capable de gérer la situation. Il ne peut pas y avoir d'interruption dans l'élan qui a été mis en place après le séisme», a indiqué lundi Lut Fabert, Chef de la délégation de l'Union Européenne en Haïti.